Suisse 5

Aviation militaire

Parmelin rafistole les F/A-18 et récupère les vieux Tiger

En attendant l'achat d'un nouvel avion de combat, le conseiller fédéral prend des mesures immédiates pour la protection aérienne

Arthur Grosjean Berne

Nécessité fait loi. Pour ne pas se retrouver Grosjean comme devant lors de la longue procédure d'acquisition des nouveaux avions de combat, le conseiller fédéral Guy Parmelin a décidé de se donner un peu d'air. Le chef du Département fédéral de la sécurité a annoncé hier la prolongation de la mise en service des vieux Tiger. Il a aussi donné son feu vert à un crédit de près d'un demi-milliard pour retaper les F/A-18. Et, dans le même souffle, il a approuvé le lancement d'un crédit de 10 millions pour le nouveau iet.

pour le nouveau jet.
Ces trois mesures ne tombent
pas du ciel. Elles figurent comme
recommandations dans la conclusion d'un rapport intermédiaire
du groupe d'experts pour le nouvel avion de combat. Rapide survol des arguments avancés pour
ces mesures immédiates.

Un crédit d'étude de 10 millions pour le nouvel avion

La procédure d'achat d'un nouvel avion de combat est longue. Gly Parmelin ne veut pas perdre de temps. Voilà pourquoi il va déposer devant le parlement un crédit d'étude (projets, essais et préparatifs d'achat) de 10 millions. Il figurera dans le message sur l'armée 2017. Un moment important car c'est le premier crédit en faveur d'un nouveau jet de combat après le cuissant échec du Gripen en votation populaire.

Des F/A-18 retapés pour 490 millions au maximum

Dans la procédure d'achat d'un avion, il peut y avoir des trous d'air. Voilà pourquoi l'armée veut une marge de manœuvre en prolongeant la durée de vie des 30 f/A·18. Elle constate en effet qu'il y aurait sinon une «lacune stratégique» (le chef d'état-major Claude Meier dixit) entre 2025 et 2030. Grâce à un crédit supplémentaire de 490 millions, les avions de chasse américains pourraient être utilisés au-delà de 2030, le temps que les nouveaux jets soient pleinement opérationnels.



Guy Parmelin ne veut pas perdre de temps pour l'achat du nouvel avion de combat. KEYSTONE

Des Tiger sauvés de la casse pour jouer les cibles

Les 26 Tiger encore opérationnels sont obsolètes. Ils se feraient tirer comme des lapins par n'importe quel avion de combat moderne. Pourtant ils ne partiront pas à la casse. L'armée veut continuer à les utiliser comme «avions de service» pour décharger les F/A-18. Que feront-ils? Ils serviront no-tamment de cible lors d'exercices au combat aérien. Ils pourront aussi effectuer des vols de surveillance de la radioactivité de l'air, des vols d'essai pour Armasuisse et, dans une moindre mesure, assumer le service de police sont des promisers de la redioactivité mes de l'air, des vols d'essai pour Armasuisse et, dans une moindre mesure, assumer le service de police

aérienne à condition que la visibi-

Le calendrier de l'achat des nouveaux avions

Après le rapport d'experts posant les bases au printemps 2017, le groupe d'accompagnement politique aura son mot à dire. Le nouvel avion devrait être choisi vers 2020. C'est en 2022 au plus tard que le parlement devra se prononcer. Reste à savoir sous quelle forme (crédit spécial comme pour le Gripen ou crédits étalés dans le budget ordinaire de l'armée). La livraison des premiers appareils est prévue en 2025. La flotte complete devrait être livrée en 2030.

Donald Trump ne change pas le planning militaire suisse

Le nouveau président des Etats-Unis estime que l'Europe ne consacre pas assez d'argent à sa défense militaire. Il a laissé entendre que son pays ne volerait pas toujours à son secours dans ces conditions. Cela influe-t-il sur la politique suisse de sécurité? Guy Parmelin répond que non. «La Suisse ne se laisse pas influencer par un président élu il y a 15 jours et dont on ne sait pas ce qu'il va faire. Nous voulons travailler sur des bases solides, sans précipitation, pour que le nouvel avion de combat recueille un large assentiment.»

«J'ai des doutes concernant les Tiger»

● «Deux ans après le refus du Gripen, le Conseil fédéral s'obstine et projette de dépenser des milliards pour de nouveaux avions de combat», s'émeut la conseillère nationale Lisa Mazzone (Les Verts/GE). «Les Verts rejetteront cet achat. Cet argent doit servir à financer des projets plus pertinents pour la sécurité et l'avenir de notre navs.»

Cette réaction, qui est aussi celle du Groupe pour une Suisse sans armée, n'est pas partagée par toute la gauche. La conseillère aux Etats Géraldine Savary (PS/VD) voit plutôt les annonces d'hier d'un œil positif. «Nous avons toujours dit qu'il fallait prolonger la durée de vie des Tiger et des F/A-18. Cela revient moins cher et nous permet d'échelonner l'achat de nouveaux avions de combat.» Pour elle, l'idéal serait d'acquérir les avions par tranches de six ou dix de façon à absorber les dépenses dans le budget ordinaire de l'armée. Le crédit d'étude de 10 millions? «C'est préférable de débloquer de l'argent pour avoir nos propres experts indépendants plutôt que d'externaliser

cette étude avec les risques que

cela comporte.»
A droite, l'accueil est favorable, «C'est une bonne chose de lancer le processus pour l'achat d'un nouvel avion», juge le conseiller national Hugues Hiltpold (PLR/GE). «Il vaut mieux échelonner l'achat car nous allons arriver à des coûts globaux de 10 milliards, soit 2,5 fois plus que l'achat du Gripen.» Une chose le chiffonne quelque peu: l'utilisation des Tiger. «J'ai des doutes au niveau de la sécurité sur la pertinence de faire voler ces vieux coucous.» Ar.G.

Armée

Des centaines de munitions introuvables

L'armée a perdu trace depuis la semaine dernière de 300 à 500 cartouches de fusil d'assaut conservées jusqu'alors à la caserne de Kloten (ZH), selon Watson.ch. La justice militaire enquête afin de les retrouver et de déterminer s'il s'agit d'une perte, d'un vol ou d'une erreur comptable. Dans un autre cas, des dizaines de cartouches de fusil de l'armée volées ainsi que plus de 150 engins pyrotechniques ont été découverts lors d'une perquisition chez un hooligan de 22 ans à Kaltbrunn (SG). ATS

Affaire classée

Scout La justice classe l'affaire du jeune de 20 ans décédé l'an passé après la chute d'une tour à Fribourg lors d'une fête scoute. L'accident est mis sur le compte du comportement de la victine, même si la tour ne répondait pas à toutes les normes de sécurité. ATS

Policiers jugés

Délits de faciès Trois policiers ont comparu hier devant un tribunal de Zurich, qui leur reproche des lésions corporelles et un abus d'autorité commis lors d'un contrôle d'identité qua dégénéré. Une association dénonce un «profilage racial». Le procès a été interrompu: le tribunal doit déterminer si l'acte d'accusation est complet. ATS

Migration Les enfants sont

Les enfants sont souvent perdants en matière d'asile

Selon l'Observatoire romand du droit d'asile (ODAE), les enfants sont souvent perdants en matière de politique migratoire en Suisse, alors qu'ils devraient bénéficier d'une protection accrue. «Les intérêts des enfants sont trop peu pris en considération», a regretté Mélissa Llorens, coordinatrice de l'ODAE romand. Certains jeunes sans statut légal, qui ont passé une grande partie de leur vie en Suisse, voient leur demande de régularisation refusée, car leurs parents émargent à l'assistance sociale. ATS

Le chiffre

124

C'est, en km/h, la vitesse atteinte hier par le feehn à Altdorf (UR). Ce vent sec en provenance du sud continue de souffler dans les vallées alpines, où il a fait grimper les températures à près de 20 degrés. En montagne, il a soufflé avec la force d'un ouragan, atteignant 130 à 160 km/h. Dans l'Oberland bernois, le trafic ferroviaire a été interrompu hier entre Wengen et la Petite-Scheidegg ainsi que sur le Jungfraujoch, de même qu'en Obwald, entre Engelberg et le Titlis. Les téléphériques ont interrompu leurs services. ATS

Avenir Suisse braque à vouloir trop privatiser

Libéraliser Swisscom, Alpiq ou les banques cantonales. Le laboratoire d'idées libérales veut que l'Etat se désengage. Tollé à Berne

Libéraliser à tous crins. Quatre ans après avoir publié un premier plaidoyer, Avenir Suisse remet le couvert. Dans une étude présentée hier, le laboratoire d'idées libérales demande un désengagement massif de l'Etat. Les privatisations doivent être réalisées en priorité là où des risques financiers existent pour les contribuables, et où les tâches peuvent être mieux accomplies par des privés. Selon Avenir Suisse, des entre-

Selon Avenir Suisse, des entreprises aux mains de l'Etat ont fait d'énormes pertes ces dernières années. Et de citer les groupes énergétiques qui ont investi dans des installations difficiles à amortir en raison de la chute des prix de l'électricité. Résultat, la capitalisation boursière de ces entreprises s'est effondrée. Le cas d'Alpiq est emblématique: sa valeur est passée de 10 à 3 milliards. Autre exemple, Swisscom avec ses acquisitions à l'étranger revendues à bas prix. «Si la Confédération avait vendu ses actions fin 2015, la population aurait pu recevoir un crédit d'impòis de 1600 francs», écrit le think tank. Si Avenir Suisse développe encore la situation problématique des banques cantonales, d'autres secteurs sont également dans son collimateur: les CFF, la SSR ou encore les hôpitaux cantonaux. Au menu:

concurrence et privatisation.

«Ce discours ne m'étonne pas, mais, à force d'être aussi caricatural, Avenir Suisse est en train de perdre toute crédibilité», réagit Mathias Reynard (PS/VS). Le conseiller national est particulièrement remonté sur la question des hôpitaux. «Les Etats-Unis ont complètement privatisé leurs établissements, et ils sont les plus chers du monde.» Craint-Il une reprise en main politique de ces idées? «Il y a en permanence des demandes de libéralisation qui émanent de la droite: Swisscom, les CFF ou dernièrement la SSR. Pour l'heure, le Conseil fédéral tient bon. Dans ce domaine, la lenteur des processus politiques helvétiques permet d'échapper à des

changements trop brutaux.» Les propositions d'Avenir Suisse surviennent six mois à peine après la votation sur l'initiative «en faveur du service public». Porteparole du texte en Suisse romande, la rédactrice en chef de
Bon à Savoir, Zeynep Ersan Berdoz, rappelle qu'à l'époque ses adversaires affirmaient qu'un oui au
texte allait entraîner des privatisations à la chaîne. «Notre initiative a
été refusée, et pourtant qu'observe-t-on? 1400 postes biffés au CFF, 1200 menacés à La Poste, et
ça devrait continuer. Avenir Suisse
a un discours extrême, mais il représente bien les tendances actueles. La Suisse est en train de copier
l'Europe. Or les privatisations
n'ont pas été partout un succès.»

«Nous devons trouver des solutions pour relancer la croissance»



Tibère AdlerDirecteur
romand
d'Avenir Suisse

Si les réactions sont acerbes à gauche, elles ne sont pas tendres auche, elles ne sont pas tendres no plus à droite. Le conseiller national Olivier Feller (PLR/VD) déplore cette prise de position « de ne suis pas opposé à l'idée de réféchir à des privatisations, mais il faut le faire au cas par cas. Ici, nous sommes dans un dogme libéral incapable de dégager des majorités. C'est du Mélenchon à l'envers! Heureusement que nous ne sommes pas en année électorale, car ce genre de déclaration, c'est

du pain bénit pour la gauche.»
Face à ces critiques, Tibère
Adler, directeur romand d'Avenir
Suisse, reste serein: «Nous devons
trouver des solutions pour relancer la croissance. Nous ne demandons pas de tout privatiser, mais
d'apporter davantage de concurrence. Notre objectif est de dynamiser l'économie.» Et de regretter
le manque de courage des politiques qui ont peur de leur ombre:
«Ce n'est pas ainsi que nous réussirons à faire avancer les choses.»
Tibère Adler rappelle que le but
d'Avenir Suisse est de lancer le
débat. Sur ce coup, c'est gagné.
Florent Quiquerez

Un diamantaire romand se fait plumer à Milan

Le joaillier a remis des pierres précieuses en échange de ce qu'il croyait être plus d'un million d'euros

Milan: son Dôme, son théâtre La Scala et ses interminables rues marchandes. Robert* ne verra plus la capitale lombarde avec le regard émerveillé du touriste en quête de dolce vita. Et pour cause, ce diamantaire genevois a été grugé par des escrocs roumains dans un bureau flambant neuf loué par les malfrats, le temps d'une transac-

tion furtive au centre-ville.

Le joaillier pensait faire une bonne affaire en vendant l'été dernier trois diamants contre plus d'un million de francs. Le collaborateur qu'il a envoyé conclure «l'alfaire en or» s'est retrouvé, se lon nos renseignements, avec une valise remplie essentiellement de faux billets en euros recouverts d'une couche de vraies coupures, soit environ 20 000 euros.

Une première plainte a été déposée dans un commissariat de Milan. Sans grand espoir. Une seconde dénonciation est aujourd'hui dans le bureau du Ministère public genevois. Qui a procéde à des auditions de témoins. Coup de théâtre: un diamant vient d'être retrouvé cet automne aux Etats-Unis. Cette saise pourrait accélérer les investigations.

La pierre précieuse a été probablement revendue. Un acheteur a ensuite contacté l'institution internationale officielle pour inscrire ce diamant. Connaissait-il sa provenance douteuse? Ce type d'homologation est effectué par cet organe de certification, à New York. C'est donc par lui que les enquêteurs ont été alertés. Le procureur a déjà entendu une femme qui avait eu vent de prétendus riches clients en quête de diamants. Cette personne, qui n'est pas mise en cause, a contribué à faire le lien entre le plaignant et des Roumains qui s'avéreront être les escrocs. Fedele Mendicino